

ETRE RATIONALISTE EN 1992, EST-CE BIEN RAISONNABLE ?

Marc Jacquemain

Chercheur au Centre Liegeois d'Etude de l'Opinion (ULG)

Ce texte est né du constat d'un contraste.

Vu par les médias, des plus frivoles aux plus austères, le monde d'aujourd'hui semble parfois s'enfoncer dans une douce folie; ou, pour dire les choses de manière plus nuancée, *l'irrationnel* paraît se réinstaller en force dans tous les rouages des sociétés contemporaines.

A l'inverse, dans les revues et les ouvrages de sciences sociales, où l'on passe son temps à essayer d'expliquer le fonctionnement de ces rouages, la notion de *rationalité* n'a jamais eu autant de succès¹.

S'il est un tant soit peu curieux, le chercheur en sociologie peut difficilement faire son métier sans s'interroger sur ce décalage et, pourquoi pas, tenter de l'expliquer. Dans les pages qui suivent, j'ébauche un certain nombre d'idées à cet effet. Aux professionnels, ces réflexions paraîtront peut-être sommaires. Aussi bien n'est-ce pas d'abord à eux qu'elles sont destinées mais plutôt aux autres, à tous ceux qui, sans en faire un métier, s'interrogent sur le monde où nous vivons. Ceux-là, j'espère au moins piquer leur curiosité et leur donner envie de s'intéresser davantage aux problèmes de la rationalité.

I. Le constat

Avant d'aller plus loin, je voudrais étayer par quelques exemples le double constat qui vient d'être proposé.

(1). L'idée que le monde *semble* devenir de plus en plus irrationnel est facile à illustrer par un bref parcours de l'actualité récente.

Il y a d'abord la résurgence en Europe des *nationalismes*, pas tous également belliqueux, mais tous teintés d'un exclusivisme sans nuances, que ce soit sous la forme de la paranoïa anti-immigrés en Europe occidentale, ou sous celle du morcellement à l'infini des peuples slaves et balkaniques.

Il y a ensuite la transformation des formes de l'adhésion religieuse dans une grande partie du monde. L'évocation de cette question fait tout de suite penser à l'intégrisme musulman, mais gardons-nous de sous-estimer le renouveau de "l'esprit de secte" dans l'univers judéo-chrétien. Certes, ces sectes restent encore minoritaires dans leurs confessions respectives, mais elles croissent de manière surprenante, avec souvent la complicité au moins passive de l'institution. Le politologue français Gilles Kepel (KEPEL, 1991) a récemment

¹ Dans la suite du texte, par "sciences sociales", j'entends principalement la sociologie et la science politique, ainsi que des disciplines connexes comme la criminologie. Il faudrait bien sûr réserver un traitement particulier à la science économique, qui, par définition, est construite sur l'idée de rationalité. Enfin, le statut de la psychologie sociale et de la linguistique demanderait sans doute lui aussi à être davantage discuté, vu le niveau de formalisation propre à ces disciplines.

montré la convergence de ces évolutions dans les différentes religions "du livre". Il a aussi mis en évidence leur commun rejet des *lumières*, considérées comme le "péché originel" : le moment où la raison a tenté de s'affranchir de la tutelle de Dieu.

Troisième exemple. L'irrationnel s'installe maintenant au coeur même du système économique et social : dans le fonctionnement des entreprises. Sous le titre *Les patrons deviennent-ils fous*, "Le vif-L'express" du 12 juin 92 consacrait un dossier aux nouvelles méthodes de recrutement de "collaborateurs" dans un nombre croissant de sociétés : astrologie, numérogie, psychomorphologie, etc. A côté du "*on vous écrira*", on a maintenant : "*vos compétences sont indiscutables, malheureusement votre thème astral s'accorde vraiment trop mal avec celui de votre futur chef de service*".

Enfin, si tout cela ne suffisait pas, un argument peut-être un peu rhétorique, mais qui, pour moi, vaut tous les autres : les bastions du rationalisme s'inquiètent. Ainsi, la revue "La pensée et les hommes" publiait, en juin 1991, un magazine entier sous le titre *Le rationalisme est-il en crise ?*

(2). Voilà pour la première partie du constat : la progression - au moins apparente - de l'irrationnalisme dans le monde moderne.

La deuxième partie est plus difficile à démontrer. En effet, il faut suivre la littérature sociologique depuis un certain temps pour se rendre compte de la montée en puissance des explications rationalistes.

Une description nuancée de la situation demande une distinction. Dans la littérature anglo-saxonne², l'explication des faits sociaux à partir de l'action d'individus rationnels est une tradition bien établie.

Dans la sociologie française, le terrain est beaucoup plus disputé. Mais si on compare la situation à vingt ans de distance, on constate tout de même un changement notable : alors que les rationalistes faisaient, au début des années 70 figure de pionniers audacieux, (BOUDON, 1973 et 1977), ce sont aujourd'hui les grandes explications en termes de *fonctions* ou de *structures* qui paraissent intellectuellement suspectes.

On pourrait multiplier les exemples de cette progression du rationalisme en sciences sociales. Bien entendu, on ne peut pas en faire une véritable *démonstration* : cela reste une impression globale. Cette impression vient toutefois de recevoir un soutien médiatique important : l'attribution du prix Nobel d'économie au professeur américain Gary Becker, précisément célèbre pour avoir, dans ses travaux, appliqué le modèle de la rationalité économique en dehors du champ traditionnel de l'économie.

(3). Si, à partir de ces quelques exemples, on admet le constat proposé, alors, la question posée au début du texte prend tout son sens : comment expliquer que, dans un monde apparemment de plus en plus irrationnel, les sciences sociales fassent une part de plus en plus grande à l'idée de rationalité ?

² L'expression "littérature anglo-saxonne" est un peu ambiguë puisque certains de ses représentants les plus en vue ne sont pas du tout anglo-saxons, même s'ils écrivent souvent en anglais. Exemple les deux auteurs dont je me suis le plus inspiré pour ce texte. Jon Elster est norvégien et Philippe Van Parijs est belge.

Je voudrais avancer cinq hypothèses - très sommairement esquissées - pour rendre compte de ce paradoxe apparent. Ces cinq suggestions tournent toutes autour de deux lignes d'argumentation :

- d'une part que le monde dans lequel nous vivons est peut-être moins irrationnel qu'il n'y paraît;

- d'autre part, que les explications rationalistes, même lorsqu'elles ne paraissent pas très convaincantes, comportent des "bénéfices secondaires" .

II. Première hypothèse : l'argument de la primauté logique.

Un des plus forts arguments en faveur d'une approche rationaliste de la réalité sociale est le suivant : pour pouvoir tenir le moindre discours cohérent sur le comportement des gens, il faut postuler que, pour l'essentiel, ce comportement est rationnel. Voici comment le philosophe norvégien Jon Elster exprime la chose : (...) *la rationalité globale est une précondition pour imputer des intentions à une personne, même des intentions irrationnelles. Nous devons être capables de comprendre [make sense of] une personne dans son ensemble, si nous voulons pouvoir dire que certains de ses projets sont incompréhensibles.*" (ELSTER, 1983, p. 11)

L'argument peut se résumer ainsi : l'irrationalité n'est identifiable que sur un arrière-plan général de rationalité. Ainsi, pour *identifier*, parmi les convictions d'une personne, celles qui sont irrationnelles, nous sommes obligés de supposer que, prises globalement, les convictions de cette personne manifestent une cohérence minimale (ELSTER, 1983, p. 9). Imaginons, par exemple, quelqu'un qui prend la lune pour un pot de fromage blanc. Compte tenu des informations accessibles dans notre société, on pourra facilement juger cette croyance irrationnelle. Mais si la personne en question est totalement incohérente, rien ne l'empêche de penser *en même temps* que la lune est un satellite naturel de la terre, situé à environ 350.000 kilomètres de notre planète et dont la révolution dure plus ou moins trente jours.

En d'autres termes, si un individu ne manifeste aucune cohérence dans la structure de ses opinions, alors, on ne peut même plus savoir *quelles sont* ses opinions puisqu'il peut penser tout et son contraire.

Résumé de cette façon, l'argument paraît un peu rhétorique. Pourtant, dès qu'on l'applique à une situation plus concrète, sa portée devient évidente.

Pensons, par exemple, à la "condamnation à mort" de l'écrivain Salman Rushdie par les ayatollahs iraniens, souvent perçue comme une manifestation de "fanatisme irrationnel". Il suffit de lire la presse pour se faire une idée de tous les calculs, stratégies, évaluations des rapports de force qui se sont tissés autour de cet événement : les "durs" du régime en ont fait un élément de leur stratégie de contrôle du pouvoir; les "modérés" s'efforcent de l'annuler en gage de bonne volonté vis-à-vis de l'Occident, mais veulent éviter de s'isoler de leur propre opinion, etc. Ainsi, dans l'attitude globale des dirigeants iraniens, il y a des *éléments* qui nous

paraissent irrationnels - et encore, selon nos critères à nous - mais ces éléments se détachent sur un fond de comportements tout à fait rationnels.

On pourrait généraliser cet exemple à toutes les manifestations de fanatisme : les croisades ou "guerres saintes" de toutes les époques ont peut-être des objectifs irrationnels, mais elles poursuivent souvent ces objectifs avec un sens aigu des moyens les plus adéquats. De même, pensons simplement à la redoutable rationalité technique que les idéologies racistes ont souvent mis en oeuvre pour imposer leurs objectifs.

En résumé, le postulat de la rationalité dans l'étude des sociétés humaines a une sorte *de primauté logique* sur son contraire : on peut discuter le fait qu'une personne, une croyance, une société soit totalement rationnelle. Mais on est obligé de postuler qu'elle l'est au moins *un minimum*, sans quoi on ne peut plus rien en dire.

De là, l'idée d'un rationalisme *méthodologique* (VAN PARIJS, 1990) : avant de dire d'une attitude, d'une croyance, d'un comportement, qu'ils sont irrationnels, vérifions bien que nous n'avons pas laissé échapper une interprétation rationaliste possible.

III. Deuxième hypothèse : les glissement progressifs de la définition.

A ce stade, on peut se demander pourquoi je n'ai proposé aucune définition du mot "rationalité" puisqu'il revient tout le temps dans cet article. Or précisément, là réside à mon avis la deuxième explication du succès du concept : il existe de multiples modèles de rationalité, chacun pouvant s'appliquer plus ou moins bien selon les circonstances.

En premier lieu, l'adjectif "rationnel" s'applique à de nombreuses entités différentes : *"Il y a une surprenante multitude d'entités qui peuvent être qualifiées de rationnelles ou d'irrationnelles : croyances, préférences, choix ou décisions, actions schémas de comportement, personnes et même collectivités et institutions"* (ELSTER, 1983, p 1). C'est un premier problème : lorsqu'on dit, par exemple, d'une croyance ou d'une action qu'elles sont rationnelles, le mot n'a pas le même sens dans les deux cas. Ainsi, on *choisit* d'agir de telle ou telle façon; par contre, on ne choisit pas ce à quoi l'on croit (si vous en doutez, essayez de vous convaincre que la lune est un pot de fromage blanc). L'action rationnelle est donc avant tout intentionnelle (délibérée), alors que la croyance rationnelle ne l'est pas.

En second lieu, la notion présente presque toujours deux facettes : elle mêle de manière presque inextricable *explication*, d'une part, *justification*, de l'autre. Dire d'une personne "ce qu'il vient de faire est parfaitement rationnel", ce n'est pas seulement donner une explication de son comportement, c'est aussi le plus souvent *porter un jugement* : nous partons tous du postulat qu'agir de manière rationnelle, c'est mieux que le contraire. En vertu de cette "charge" normative, *nous sommes tentés de réinterpréter l'idée de rationalité lorsqu'elle conduit à des conséquences contre-intuitives.*

Ainsi, le modèle le plus classique, celui de la *rationalité économique* telle qu'elle est décrite par Philippe Van Parijs (VAN PARIJS, 1990, p. 30) postule une rationalité *égoïste* : chacun agit en fonction de son intérêt personnel. Pour autant, accepterions-nous de décrire comme *irrationnel* l'acte d'un homme qui se jette dans une maison en feu dans l'espoir d'aller

sauver quelqu'un? Probablement non : nous préférons modifier notre conception de la rationalité pour qu'elle inclue les actions altruistes.

En soi cette multiplicité des modèles pourrait ne pas poser de problèmes si elle s'accompagnait d'une clarté totale quant à leurs conditions d'utilisation. Mais le plus souvent, on assiste au contraire à ce que l'on pourrait appeler une stratégie de glissements progressifs : lorsqu'une croyance ou une action nous paraît à première vue irrationnelle dans le cadre d'un modèle donné, on peut toujours *redéfinir* ou *élargir* le modèle de rationalité pour qu'il devienne compatible avec cette croyance ou cette action.

Cette stratégie n'est pas toujours condamnable. Dans certains cas, elle a pu conduire à des résultats fort intéressants. Le plus bel exemple est sans doute la notion de *rationalité limitée*, suggérée au départ par Herbert Simon et qui est maintenant reprise dans tous les manuels. Je voudrais en développer brièvement le principe à titre d'exemple.

La rationalité économique classique prévoit que les entreprises essaient d'obtenir le profit *maximum*. Un certain nombre d'études ont montré que beaucoup d'entreprises, en fait, se contentent de définir un niveau de profit qu'elles considèrent comme *satisfaisant* et ne cherchent pas à aller plus loin. Dans un premier temps, on pourrait considérer cette observation comme une forme de réfutation de la théorie de la rationalité: les firmes en question sont irrationnelles. Dans un deuxième temps, on peut se demander si l'idée même de *maximisation* ne pose pas un problème logique. En effet, pour calculer quel niveau de production et quelles procédures techniques lui assureront un profit maximum, le décideur doit récolter un certain nombre d'informations. Cela ne se fait pas sans un certain coût: la récolte de l'information consomme du temps et de l'argent qui pourraient être utilisés à d'autres aspects de la production. Le décideur doit donc introduire le *coût de l'information* dans son calcul. Celui-ci n'est pas lui-même une donnée fixe : on peut toujours obtenir une information supplémentaire, à condition d'y mettre les moyens. Notre décideur doit donc calculer quel est le niveau d'information *optimum*, c'est-à-dire à partir de quel moment s'informer davantage cesse d'être rentable. Mais pour estimer le coût de l'information elle-même, il faut une certaine information préalable. La recherche de cette nouvelle information a elle-même un coût... et ainsi de suite. Notre décideur est pris dans une *régression infinie* : pour déterminer le profit maximum, il faut "optimiser" le coût d'information; cette démarche suppose elle-même un coût d'information qu'il faut optimiser, et ainsi de suite.

Conclusion : à un moment donné, il faut bien s'arrêter et décider quel niveau d'information est *acceptable*. Ce ne sera pas le niveau "optimal". Mais si on avait continué à creuser, on aurait été renvoyé de calcul en calcul sans jamais pouvoir aboutir à une décision. Cet argument suggère la possibilité d'un problème logique au coeur même de l'idée de "maximisation du profit" et a conduit pas mal d'économistes à soutenir que, finalement, il est plus rationnel de définir un niveau de profit *satisfaisant*.

La "rationalité limitée" est un exemple de la puissance de cette stratégie de redéfinition progressive: en réinterrogeant l'idée de rationalité, on voit qu'elle peut rendre compte de pas mal de comportements humains qui au départ semblaient lui échapper. Mais le risque est qu'une telle stratégie conduise progressivement à vider la notion de tout contenu empirique : moyennant un minimum de subtilité, il est sans doute toujours possible de trouver une interprétation "rationnelle" de n'importe quelle action, de n'importe quelle croyance, ou de n'importe quel désir.

IV. Troisième hypothèse : les paradoxes de la rationalité collective.

S'il est un domaine où les théories rationalistes ont fait progresser la compréhension des phénomènes sociaux, c'est bien dans la mise en évidence du problème spécifique que constitue la rationalité collective.

Que faut-il entendre par là ? Le fait que la conjonction d'une série de comportements *individuellement rationnels*, peut produire un résultat tout-à-fait sous-optimal du point de vue de *l'ensemble*. Autrement dit, la rationalité individuelle ne garantit nullement la rationalité collective.

Il y a une illustration - caricaturale et un peu rabâchée, mais très parlante - de ce problème : si la rumeur se répand qu'une banque court à la faillite, le comportement le plus rationnel pour les clients, c'est de se précipiter pour retirer leurs dépôts tant que c'est encore possible. Bien sûr, une banque ne dispose jamais de l'encaisse nécessaire pour rembourser tous ses dépôts en même temps. Elle va donc être mise en faillite *par le fait même* que chacun de ses clients aura tenté de récupérer son argent. Cela n'enlève rien au fait que les clients en question avaient bien raison d'agir de la sorte : les premiers sauveront leur avoir, les derniers le perdront.

Le fait que l'addition de comportements individuellement rationnels peut produire des résultats collectivement désastreux est maintenant devenu un lieu commun de la littérature sociologique: c'est la théorie des effets pervers. (OLSON, 1978 - BOUDON, 1977). L'expression est passée dans le langage courant.

Malgré sa popularité, il n'est pas certain que l'importance de cette notion soit bien comprise. Je voudrais l'illustrer par un exemple qui m'a toujours beaucoup fasciné.

L'économiste américain Thomas Schelling s'est fait une spécialité de débusquer les situations sociales - parfois humoristiques, parfois tragiques - qui peuvent s'analyser en termes d'effets pervers (SCHELLING, 1979). Il s'est notamment attaché à construire un modèle explicatif de la ségrégation raciale dans les grandes villes des Etats-Unis. On sait que New-York, Los Angeles, San Francisco... ont leurs quartiers "*WASP*", leurs quartiers noirs, leurs quartiers *hispanos*, leurs quartiers asiatiques, etc., tous caractérisés par une forte homogénéité ethnique et se transformant donc en ghettos. Schelling a tenté de montrer par l'utilisation d'un *modèle* que cette situation pourrait bien résulter du *choix d'individus tous égaux, libres de s'installer où ils veulent et ne souhaitant pas la naissance de ghettos*.

Imaginons une grande ville où co-existent deux groupes ethniques : les noirs et les blancs. Chacun des deux groupes est sensé avoir la possibilité de choisir l'environnement qui lui convient le mieux, c'est-à-dire qu'il peut déménager à sa guise. Chacun des deux groupes est sensible à la présence de l'autre groupe dans son environnement : les blancs souhaitent ne pas être isolés dans des quartiers à majorité noire et réciproquement.

Schelling propose de "visualiser" cette situation sous la forme d'un damier (figurant l'espace urbain) où les individus sont représentés par des pions blancs et noirs. Les pions jouent à un jeu que l'on peut formaliser en un système d'axiomes³ :

A1 : les décisions de déplacement des pions sont indépendantes;

A2 : un pion est *menacé* si, dans l'ensemble de sa case et des cases contiguës, il y a une majorité de l'autre couleur;

A3 : A chaque tour de jeu , le pion *le plus menacé* quitte sa case pour une case non menacée choisie aléatoirement;

A4 : Si plusieurs sont également menacés, celui qui quitte sa case est choisi aléatoirement;

A5 : L'équilibre est atteint quand plus aucun pion n'est menacé ou, à défaut, quand aucun ne peut plus améliorer sa position.

A la fin du jeu, c'est-à-dire lorsque l'équilibre est atteint, on découvre inmanquablement une situation de *ségrégation radicale* entre les pions noirs et les pions blancs : on peut tracer une ligne continue entre les deux "ghettos" et il n'y a plus aucun pion "enclavé".

Bien sûr, le résultat du jeu dépend des axiomes et des paramètres retenus. L'objectif n'est pas de démontrer que la constitution de ghettos est inévitable, ce qui n'est sûrement pas vrai. Il est de montrer que le ghetto peut surgir *sans qu'aucun individu fasse personnellement le choix de vivre en ghetto*.

En effet, dans le cas présent, les blancs comme les noirs souhaitent seulement *éviter d'être minoritaires* dans leur environnement. Mais le résultat de l'addition de ces comportements, c'est la création d'environnements *homogènes*, ce qui est tout à fait différent.

Que penser du modèle ? Assurément, il néglige un ensemble de facteurs essentiels : la fuite des contribuables aisés vers la banlieue, la dégradation des centres villes, la tendance des groupes ethniques à reconstituer des réseaux culturels homogènes, les énormes différences de revenus, la spéculation immobilière, etc... autant de facteurs qui pris ensemble, jouent sans doute un rôle décisif.

Mais l'objectif de Schelling n'est pas de construire *une description réaliste* des phénomènes de ségrégation. Le but du "modèle du damier" est plutôt de montrer que, même en l'absence de tous ces facteurs, la simple logique de l'addition des choix individuels pourrait conduire à un phénomène non désiré de ségrégation.

Ici se découvre l'ambiguïté de la théorie des *effets pervers*:

- d'une part, elle semble tenir pour négligeables les *phénomènes de domination* omniprésents dans nos sociétés (pouvoir de l'argent, pouvoir du politique, pouvoir lié au savoir, à la domination des structures...); c'est manifestement une vision très "orientée" des

³ La formulation des axiomes est une interprétation personnelle du modèle de Schelling.

choses : les problèmes sociaux du monde moderne me paraissent massivement liés à ces effets de domination.

- d'autre part, et c'est un atout capital, elle montre que *même en l'absence de ces effets*, le simple jeu des interactions entre les décisions d'individus libres et égaux peut produire des résultats catastrophiques pour tous.

Pour dire les choses schématiquement, même une société d'individus libres et égaux ne réalisera pas l'harmonisation "naturelle" des intérêts, désirs et décisions individuelles⁴. Cette idée me paraît une contribution capitale à la réflexion sur une démocratie authentique; elle mériterait d'être plus longuement développée mais ce n'est pas l'objet de cet article.

V. Quatrième hypothèse : la stratégie des chercheurs.

Indépendamment de leurs puissances explicatives, les théories rationalistes ont pour les chercheurs de grands avantages :

- elles peuvent être aisément formalisées sous forme d'axiomes, de théorèmes, de démonstrations⁵.

- elles peuvent s'appliquer, moyennant quelques aménagements, à tous les phénomènes sociaux.

En somme, le modèle rationaliste fournit aux chercheurs à la fois un cadre de référence et une montagne de problèmes à investiguer. Autrement dit, il détermine un *programme de recherches* déjà partiellement balisé, et dans lequel il est possible d'inscrire une carrière scientifique.

Soyons clair : je ne défends pas (ou si peu) une analyse cynique de la recherche scientifique, où l'essentiel serait non pas de trouver des solutions mais des problèmes à résoudre. Cependant, on sait depuis Thomas Kuhn (KUHN, 1972) que la science "normale" consiste à résoudre des énigmes à l'intérieur d'un cadre de référence fixé, cadre de référence qu'il appelle *paradigme*.

La structuration d'une discipline autour d'un paradigme constitue un avantage majeur : les chercheurs y disposent d'une espèce de *fil d'Ariane épistémologique* qui leur permet de se faire un chemin dans l'immense multitude des données - et des questions - potentiellement pertinentes. L'absence d'un tel dispositif dans une discipline comme la sociologie se fait cruellement sentir : à l'exception de la méthodologie (techniques d'observation, d'interview ou d'enquête, analyse statistique...), la connaissance y est *faiblement cumulative*. C'est-à-dire qu'à la limite, chaque problème nouveau demande une théorisation spécifique, et qu'on ne peut

⁴ Encore faut-il en arriver à cette société d' "individus libres et égaux", dont on est, me semble-t-il, toujours très éloigné, même dans les démocraties occidentales. La réduction des effets de domination n'est pas une condition *suffisante* d'une démocratie authentique; mais c'en est une condition *nécessaire*.

⁵ C'est surtout vrai lorsqu'on considère la version "économiste" du rationalisme.

guère se reposer sur une somme d'acquis incontestés⁶. N'est-il pas dès lors assez logique d'aller emprunter du côté de la science sociale qui se rapproche le plus d'une "science normale" : l'économie?

Bien sûr, cette stratégie est discutable : il n'est pas du tout certain que les axiomes la rationalité économique tiennent la route en dehors de la sphère des *activités économiques* elles-mêmes (VAN PARIJS, 1990). Mais on peut penser que globalement, la sociologie progressera davantage en explorant systématiquement les conséquences d'un ensemble d'axiomes, même discutables sur le comportement humain, qu'en élaborant une théorie spécifique pour chaque problème nouveau⁷.

Cette position demanderait à nouveau une argumentation beaucoup plus fouillée. Par contre, je suis bien convaincu que le succès des modèles rationalistes en sciences sociales s'explique largement par cet effet de *stratégie des chercheurs*.

VI. Cinquième hypothèse : l'inversion de la légitimation

Au paragraphe III, j'ai suggéré que la notion de rationalité, notamment parce qu'elle est à la fois normative et descriptive, est sujet à rediscussions continues. On est alors fréquemment dans la situation suivante : confronté à une croyance ou un comportement qui n'obéit pas à un modèle donné de rationalité, le chercheur finit par suggérer que la croyance ou le comportement sont effectivement rationnels mais que c'est son *modèle de rationalité* qui n'est pas adéquat. Autrement dit, on abandonne une définition de la rationalité parce qu'elle amène à considérer comme "irrationnel" quelque chose que nous ressentons intuitivement comme "rationnel". Or la multiplication de stratégies de ce genre peut amener à une transformation profonde de la notion de rationalité.

Prenons l'exemple de la connaissance scientifique. Pendant longtemps, les philosophes se sont demandé ce qui fait que la connaissance scientifique apparaît comme particulièrement rationnelle; ou, pour reprendre une formule célèbre : *qu'est-ce que la science a de spécial ?* (CHALMERS, 1987).

Toute l'histoire de la philosophie des sciences au cours de ce siècle constitue d'une certaine façon une tentative de réponse à cette question. Or, en lisant chronologiquement tous ceux qui se sont penchés sur le sujet au cours des cent dernières années, on a parfois l'impression que "plus on cherche et moins on trouve", autrement dit qu'il est extrêmement difficile de *démontrer* que la connaissance scientifique aurait une rationalité particulière, supérieure aux autres modes de connaissance.

Dès lors, certains en viennent à inverser complètement le problème, comme dans le texte suivant :

⁶ Sans doute tous les sociologues ne seraient-ils pas d'accord avec cette affirmation. Mais cette discussion sort largement du cadre de ce texte.

⁷ Ces axiomes n'étant d'ailleurs pas nécessairement ceux de la rationalité économique ni même ceux de la rationalité tout court à ce sujet voir VAN PARIJS, 1981

"(...) notre compréhension de la rationalité est en partie fonction des exemples-types [paradigmatic cases] auxquels nous appliquons ce concept, et un modèle qui préserve ces exemples majeurs est, à première vue, préférable à un autre qui nous forcerait à les abandonner. Dans le cas de la rationalité, la science fournit un critère décisif [crucial test case], vu que la science, et en particulier la physique, apparaît généralement comme l'exemple le plus clair d'une activité rationnelle; si un modèle de rationalité impliquait que la science n'est pas rationnelle, nous aurions de bonnes raisons de nous interroger sur la pertinence de ce modèle" (BROWN, 1990, p. 79).

Suivons bien le "glissement" du raisonnement : on part de la question "en quoi la science est-elle particulièrement rationnelle" et on la retourne pour aboutir à la question "quel est le modèle de rationalité qui correspond le mieux à la démarche scientifique" ? Au lieu de légitimer la pratique scientifique par son caractère particulièrement rationnel, on légitime un modèle de rationalité par son adéquation particulière au modèle de la science.

Cette "inversion de légitimation" correspond à l'intuition, très forte dans nos sociétés, que la connaissance scientifique constitue, *presque par définition*, la forme la plus rationnelle de connaissance. Mais qu'est-ce qui justifie cette intuition ? Une fois que l'on a renoncé à confronter la science à un critère de rationalité indépendant, il reste un seul terrain sur lequel sa supériorité est difficilement contestable : celui de l'efficacité technologique. Autrement dit, pour reprendre le titre d'un article (dont j'ai oublié la référence), *si nous étions si bêtes, comment serions-nous allés sur la lune ?*

On aboutit donc à une situation où il n'est plus possible de questionner la rationalité d'une pratique sociale donnée, parce que cette pratique est devenue elle-même partie de notre définition de la rationalité.

Allons plus loin. On peut suggérer que la place que la science a prise dans le domaine de la *connaissance rationnelle*, le calcul économique est en train de l'occuper dans le domaine de l'*action rationnelle*: notre société, à force de diffuser le raisonnement en termes de coûts/bénéfices, contribue sans doute à le répandre progressivement dans toute une série de domaines de la vie où il n'a pas toujours eu cours. Dès lors, la question suivante prend tout son sens : si les théories rationalistes ont de plus en plus de succès en sociologie, n'est-ce pas aussi, en partie, parce que les gens *apprennent* à se comporter comme ces théories le suggèrent ?

VII. Essai de conclusion

Dans ce bref article, j'ai avancé cinq suggestions qui pourraient contribuer à expliquer le succès grandissant des explications rationalistes en sciences sociales. Certaines de ces suggestions se réfèrent à la nature même de la connaissance du social (*hypothèse de la primauté logique*), à l'ambiguïté du concept de rationalité (*les glissements de sens*), à la nature de la pratique scientifique (*stratégie des chercheurs*), ou au fonctionnement de la société (*la rationalité collective et l'hypothèse de l'inversion de la légitimité*).

Ce faisant, je pense avoir proposé des ébauches de réponses, toutes très sommaires et toutes hypothétiques, à la question posée en fin du premier paragraphe : comment expliquer

que, dans un monde apparemment de plus en plus irrationnel les sciences sociales, dans leurs théories fassent une part de plus en plus grande à l'idée de rationalité ?

Cela étant dit, on peut prendre le titre de l'article dans un autre sens : au-delà des qualités explicatives du modèle rationaliste, faut-il, en 1992, continuer à défendre la rationalité en tant que modèle normatif, c'est-à-dire en tant que principe ou ensemble de principes destinés à nous guider dans la vie ? C'est évidemment une tout autre discussion. Mais elle est liée à la première et il me paraît difficile de terminer cet article sans un mot sur ce sujet.

Croire au pouvoir de la raison, comme toute croyance, constitue, *in fine*, un acte de foi. C'est faire le pari que les hommes ont en commun certaines caractéristiques qui leur permettent de se comprendre entre eux et, dans une certaine mesure, de comprendre le monde qui les entoure. La raison est le seul langage potentiellement universalisable, parce que c'est le seul qui autorise la vérification réciproque. Face à la raison, les affirmations religieuses, identitaires et même éthiques, aussi respectables qu'elles soient parfois, sont acceptées ou refusées - souvent même imposées - mais elles *ne* se discutent pas. Sans la raison, nous vivrions dans un monde de vérités locales, d'autant plus définitives et intolérantes qu'elles seraient contradictoires. C'est-à-dire, en somme, dans un monde barbare.

Mais la raison c'est bien plus et bien autre chose que les *rationalités technologique ou économique*, auxquelles on veut souvent la réduire. Ces rationalités-là, peuvent, dans leur rigidité, devenir aussi barbares que leur contraire : après tout, n'est-ce pas en leur nom que l'on a massacré les Indiens d'Amérique avant de les remplacer par les esclaves d'Afrique ?

Probablement le développement de l'irrationalisme contemporain, est-il, entre autres choses, un réflexe de survie face au carcan d'une raison dégradée en rationalité dogmatique et purement instrumentale : une rationalité qui peut justifier toutes les oppressions et toutes les injustices jusqu'à la planification - rationnelle, bien sûr - de l'élimination d'un peuple entier.

Ces réflexions ont conduit pas mal de philosophes à tenter de définir une notion de "rationalité" qui soit bien plus exigeante et plus ample que celles qui ont été abordées ici. Mais c'est une autre question.

Marc Jacquemain
25/11/92

REFERENCES

- BOUDON, Raymond, (1973) : *L'inégalité des chances*, Hachette, coll. Pluriel, Paris
- BOUDON, Raymond (1977) : *Effets pervers et ordre social*, PUF, Paris
- BROWNN Harold (1990) : *Rationality*, Routledge, London & New York.
- CHALMERS, Alan (1987) : *Qu'est-ce que la science*, La découverte, Paris.
- ELSTER, Jon (1983) : *Sour grapes. Studies in the subversion of rationality*, Cambridge University Press
- ELSTER, Jon (1985) : *Explaining technical change*, Cambridge University Press.
- KEPEL, Gilles (1991) : *La revanche de Dieu*, Paris,
- KUHN, Thomas (1972) : *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, Paris.
- OLSON, Mancur (1978) : *Logique de l'action collective*, PUF, Paris.
- SHELLING, Thomas (1979) : *La tyrannie des petites décisions*, PUF, Paris.
- VAN PARIJS, Philippe (1981) : *Evolutionary explanations in the social sciences. An emerging paradigm*. Tavistock, London.
- VAN PARIJS, Philippe (1990) : *Le modèle économique et ses rivaux. Introduction à la pratique de l'épistémologie des sciences sociales*. Droz, Genève et Paris.
- Le rationalisme est-il en crise ?*, La Pensée et les Hommes, N° 18, 1991.
- Les patrons sont-ils devenus fous ?*, Le Vif-L'Express, 12 juin 1992